bpost
PB-PP
BELGIE(N) - BELGIQUE

ATOUT SENS

TRIMESTRIEL N°23 JUIN 2016

Des racines et des ailes

Bureau de dépôt : 6730 TINTIGNY - P501399 - Ed. Responsable : Véronique HERMAN, rue Sainte-Nicolas, 24 - 6730 Nantimont

Éditrice responsable

Véronique HERMAN

Équipe de rédaction du numéro

Valérie BACQUART
Vanessa DELLA PIANA
Jean-Marie GEORGERY
Véronique HERMAN
Karinne NOIRET
Annick PAGE
Philippe PIERSON
Bénédicte QUINET

Mise en page & illustrations

Vanessa DELLA PIANA
Renaud HOEDT
Anne LEGRAIN

Abonnements

« Atout sens » paraît quatre fois par an, en mars, juin, septembre, décembre.
Prix : 15 euros
Prix de soutien : 40 euros
Compte : BE97 0010 8274 8049

Asbl Centre de formation Cardijn (Cefoc)
rue Saint-Nicolas, 84
5000 Namur
Tél. et fax : 081/23.15.22

info@cefoc.be
www.cefoc.be

Édito

Terrorisme, insécurité, immigration, restrictions budgétaires, inégalités sociales grandissantes, multiples grèves au finish… L'impression qui prédomine aujourd'hui est que tout va mal autour de nous, que nous allons dans le mur ! Écologiquement, socialement, économiquement, chacun se demande où va le monde. Et si notre modèle de société était en train de s'effondrer ? C'est la question que pose Pablo Servigne, co-auteur de l'ouvrage « *Comment tout peut s'effondrer* ». Le message est clair : il risque bien d'y avoir effondrement. Et même si le chemin n'est pas facile, il faut l'accepter, pour commencer à préparer le monde d'après.

À l'instar du livre, ce numéro offre des pistes d'espoir qui montrent que l'humanité a une capacité de résilience qu'il ne faut pas négliger.

À Ciney, le projet « *Déclichez-vous… des clichés et vous* » invitait les participants à interroger le regard qu'ils portent sur l'autre, le différent, l'étranger. Prendre le temps de se questionner, se bouger, se croiser et s'écouter… Le groupe *Croq'midi* est ainsi parti à la rencontre de migrants. Les repères changent, les regards se transforment, les points de vue évoluent.

La famille, où se construit l'avenir des générations futures, vit des changements. À l'image des modèles familiaux qui évoluent, la société doit bouger. Les citoyens, les associations, les politiques doivent se mobiliser et travailler ensemble. Le dossier s'en fait l'écho.

Le Cefoc aussi est appelé à évoluer avec son temps, tout en restant fidèle à ses intuitions de départ, comme l'a souligné le dernier « Week-end général ».

Quant au film « *Demain* », que des participants du groupe de Binche ont découvert ensemble, il décrit des initiatives qui fonctionnent déjà et qui ouvrent des perspectives intéressantes.

Il est temps de se retrousser les manches ! Construire l'avenir est le défi qui attend chacun et chacune d'entre nous, là où il/elle a les pieds.

Annick PAGE

Sommaire

Partenaires

3 « Déclichez-vous... Des clichés et vous »

Dossier : Où s'en va la famille de papa ?

6 Quand les participants mettent leur grain de sel

8 L'influence des politiques familiales sur la vie des familles

10 Le regard des acteurs de terrain

12 Un week-end « enfants bienvenus »

Echos

13 Le week-end général : un agréable moment de construction collective

Regards

14 Catastrophisme et espérance

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

« Déclichez-vous... Des clichés et vous »

Coup d'œil sur une démarche collective qui interpelle les préjugés

5 avril 2016, 7h48, gare de Ciney. La plupart des membres du groupe Croq'midi embarquent pour une journée à Bruxelles. Direction la Gare du Nord pour une visite à l'asbl Convivial à Forest. Pour le groupe, cette journée s'inscrit en prolongement du projet mené dans le cadre de la quinzaine citoyenne « Déclichez-vous... Des clichés et vous » organisée par l'AMO[1] Le Cercle, au Centre culturel de Ciney. Coup d'œil sur une démarche collective qui interpelle les préjugés.

Philippe PIERSON

Cette quinzaine, organisée en janvier 2016, proposait une expo, des films, du théâtre, des ateliers et des débats pour « *rompre avec les préjugés et découvrir d'autres cultures de vie.* » explique Laurence Verdeur, directrice de l'AMO et partenaire du Cefoc depuis plusieurs années. De nombreuses écoles et associations de la région cinacienne ont participé au projet en proposant une approche originale et créative sur le thème du vivre-ensemble et de l'acceptation de la culture de l'autre. Le résultat était proposé dans une exposition intitulée « *Fais la différence* ». L'idée de départ ? « *Accepter la culture de vie de l'autre. Sensibiliser et ouvrir les esprits sur le fait qu'on habite ensemble dans une même ville tout en étant différents.* »

Sortir des clichés et interpeller

Cette initiative tient son origine dans ces constats de l'équipe de l'AMO : « *Le public avec lequel nous travaillons se sent constamment jugé : jugé parce qu'on est usager du CPAS ou parce qu'on n'a pas de travail… Jugé par les profs ou les autres parents lors d'une remise de bulletin… Jugé parce que les enfants ne sont pas habillés comme les autres ou n'ont pas les mêmes collations que leurs camarades…* » explique Alisson, éducatrice. Laurence ajoute : « *Dès qu'on voit quelqu'un, on lui colle une étiquette. On fait tous ça. En prendre conscience, c'est un pas important* ». Et voilà la quinzaine sur les rails…

C'est dans ce cadre que le groupe *Croq'midi*, destiné aux parents et mis sur pied par le Cefoc et l'AMO Le Cercle, a construit un mode d'expression dont le but était de leur donner réellement la parole: face aux clichés vécus au quotidien, que veulent-ils adresser comme message au gens qui visiteront l'expo ? Le résultat ne s'est pas fait attendre et les mots n'ont pas manqué pour dire les choses. Morceaux choisis : « *Pour nous, être parents, c'est aussi prendre du temps pour soi… Même si on ne travaille pas* » ; « *Être parent, c'est aussi craindre le jugement des profs et des autres parents à l'école* » ; « *Être parent, c'est aussi supporter les étiquettes collées sur ma famille* ».

Concrètement, les phrases exprimées ont été sélectionnées par le groupe qui les a ensuite enregistrées. Lors de l'expo, elles étaient diffusées en boucle dans une cabine équipée de casques audio. Les visiteurs étaient invités à les écouter et à se laisser interpeller…

Cette expérience a été mobilisatrice pour le groupe. Il a fallu se poser des questions : quels sont les clichés que nous subissons, qui nous touchent ? Et chez nous, quels sont nos propres préjugés ? À partir de là, que voulons-nous dire aux visiteurs pour les faire réfléchir ? Le résultat a été tel que l'initiative a obtenu un prix : une journée à l'asbl Convivial[2] à Forest! Cette association accompagne des réfugiés et des demandeurs d'asile tout au long de leur parcours en Belgique. Elle cherche aussi à sensibiliser le grand public et à favoriser la rencontre entre Belges et réfugiés.

En route donc pour prolonger le questionnement sur les préjugés : qui est l'autre, le différent, celui qui fait peur ? Compte tenu de l'actualité à propos des migrants et des réactions que celle-ci suscitait dans le groupe, cette nouvelle expérience tombait à point !

Photo de Pauline Decorte, Centre culturel de Ciney

Bousculer nos préjugés

Pour préparer cette visite, le groupe s'est d'abord interrogé sur ses propres représentations : qui sont les étrangers pour nous ? Et les migrants ? Et les réfugiés ? Qu'est-ce qui nous fait peur ? Etc. À partir de là, quelles sont les questions que nous nous posons ?

C'est avec ces questions en poche que le groupe est allé à la rencontre des personnes de Convivial et, surtout, d'un témoin qui a fui la Syrie pour se réfugier en Belgique. Le témoignage de ce dernier eut un impact considérable sur le groupe car il partageait un vécu – parfois bien éloigné des clichés qui circulent – qui a profondément touché chacun : avec sa famille, il a fui la guerre, pour survivre… Et il n'a plus rien ici, il a tout perdu...

En débriefant cette journée, on s'est rendu compte que des déplacements se sont opérés : « *Des migrants qui profitent plus de nos services sociaux que nous* » ? Non, ils ont finalement les mêmes droits que nous. « *Une invasion de migrants qui menace la côte belge* » (comme le titrait le journal La Meuse à la une du 24 février 2016) ? Non, comme l'a démontré un exercice interactif qui a dégonflé de façon spectaculaire cette idée reçue et entretenue par certains médias… Dans les faits, le nombre de migrants en Belgique est largement inférieur à celui des autres continents.

Changer de regard

Petits pas après petits pas, les idées évoluent, les regards se transforment, les repères pour juger les situations changent et deviennent plus nuancés pour appréhender les choses sous de nouveaux angles. Et tout cela, grâce à des approches qui s'appuient sur la rencontre et la confiance mutuelle. Confiance dans ceux qui osent se questionner, au risque de bousculer leur perception et de se remettre en question. Confiance dans ceux qui osent des démarches critiques qui ouvrent chacun au changement de points de vue. Confiance dans ceux qui osent témoigner à travers des rencontres véritables, au risque de se dévoiler en profondeur dans l'espoir d'une plus grande ouverture les uns vers les autres.

Bref, des expériences collectives riches qui, à leur façon, participent concrètement à un meilleur vivre-ensemble pour celles et ceux qui s'y risquent. Et on n'est pas au bout du chemin…

---

1 Aide en Milieu Ouvert : www.amolecercle.be/qui-sommes-nous/deux-axes-de-travail.
2 www.convivial.be/qui-sommes-nous-2/.

Où s'en va la famille de papa ?

Nouveaux modèles et choix politiques

Qu'ils soient choisis ou subis, de nouveaux modèles familiaux émergent : le modèle traditionnel (papa, maman et leurs enfants) côtoie aujourd'hui la famille recomposée, monoparentale, homoparentale, multiculturelle, d'accueil… Différents facteurs ont contribué à leur émergence (l'augmentation des naissances hors mariage, du nombre de séparations, le travail des femmes, l'homoparentalité…). La famille, si variée soit-elle, est la cellule de base de la société. Lorsque la famille change, c'est la société qui change.

Ces évolutions obligent les politiques à s'adapter. Et à leur tour, les politiques influencent les situations familiales. Elles entrent dans les familles par différentes portes d'entrée : les allocations familiales, les services d'accueil, de prévention, la politique des personnes handicapées, les politiques de contrôle social, etc. Les orientations prises sont le reflet de points de vue idéologiques. Elles portent en elles des représentations de ce que doit être une famille et des rôles que chacun doit y tenir.

Les politiques nouvelles visent-elles plus de justice sociale ? Quels sont les débats actuels, les avancées et les risques pour les familles ? Qu'en est-il plus particulièrement de celles qui vivent sous le seuil de pauvreté ? En Belgique francophone, trois familles sur dix sont concernées. Comment les orientations politiques impactent-elles leur quotidien ? Voilà quelques-unes des questions posées tout au long de ce week-end de formation.

Quand les participants mettent leur grain de sel

Ils étaient près de trente participants à s'être inscrits en ce week-end d'avril. Dans les sous-groupes, chacun vient avec son expérience personnelle, ses réflexions, son opinion sur le sujet traité. La démarche pédagogique permet de croiser ces différents regards et de dégager des idées-clés.

Annick PAGE

Lors de ce week-end, quatre sous-groupes se sont attelés à un travail de réflexion, d'échange et d'analyse à partir de leurs vécus. Travaillant au départ de quatre thématiques différentes (argent, égalité homme-femme, diversité des modèles familiaux et travail), ils en ont ressorti des idées-forces qui, articulées aux apports des intervenants extérieurs, permettent un éclairage intéressant sur la question de départ : « où s'en va la famille de papa ? »

Regards des différents sous-groupes

Des participants soulignent que, dans la société actuelle, les solidarités familiales prennent de plus en plus de place. Or, ce type de solidarité est inégalitaire. Toutes les familles ne sont pas sur un pied d'égalité, du point de vue des moyens financiers ou du capital social, loin s'en faut. Et pourtant, les solidarités familiales remplacent régulièrement les solidarités publiques peu à peu détricotées. Aujourd'hui, on constate l'absence de projet politique cohérent, visionnaire. Les questions budgétaires semblent orienter les politiques familiales, avec une vision à court terme.

Ensuite, des participants relèvent que les familles précarisées, déjà pénalisées par leur situation, souffrent d'un regard négatif. Mises sous pression, elles sont obligées de s'aligner sur un modèle imposé. Elles n'ont pas droit à la parole, elles ne sont pas ou peu consultées par rapport aux décisions et aux politiques qui les concernent.

Les participants ont également souligné ce qui leur semble être des pistes intéressantes pour permettre l'épanouissement de toutes les familles :

- changer notre regard et ne pas avoir peur d' « aller vers » ces familles qui ne vivent pas nécessairement dans le même schéma que les normes véhiculées au sein de la société ;
- reconnaître les compétences et la créativité de chacun en termes de parentalité ;
- constituer une « masse critique » qui permette de faire pression sur les gouvernements dans l'espoir de faire voter des politiques sociales en faveur de toutes les familles, les plus fragilisées en priorité ;
- accompagner les familles car « *le premier droit de l'enfant est de vivre en famille* » quelle que soit la forme de la famille.

Le dernier temps de travail invitait chaque sous-groupe à répondre à la question de départ. Voici leurs réponses, conclusion des nombreux échanges ayant émaillé les deux journées.

« La famille va aller mieux car il y a des gens qui se bougent, sur le terrain et au niveau politique, parce qu'on va construire des ponts, créer des ouvertures… Elle s'en va sur les routes secondaires où il y a plus d'embûches mais aussi plus de paysages et de rencontres. »

« Dans les musées, les livres d'histoire, dans une impasse quand elle rencontre de nombreux obstacles… La famille doit aller vers plus d'égalité entre hommes et femmes et une parentalité associative. Si c'est papa qui travaille et que maman reste à la maison, qu'elle aille au diable ! » [Dans le sens : si les politiques familiales ne favorisent pas le travail des femmes, les obligeant à se cantonner à la maison, sans possibilité de choix.]

« La famille s'accroche aux petites bulles d'espérance qui ne se séparent pas d'une lucidité sur ce qui se passe dans le monde… Elle a la conviction que le regard sur les familles précarisées ou non classiques doit changer et qu'il faut se poser la question : et moi, qu'est-ce que je peux faire ? »

« La famille doit évoluer sous des regards nouveaux et avec des moyens suffisants, pour survivre et continuer à transmettre les valeurs fondamentales comme le service aux autres, le partage… »

Regard d'une participante

S'il fallait répondre à la question, je dirais : « *Dans les musées, les livres d'histoire, dans une impasse, à la mèr(e)…* ». Ce sont les conclusions que nous avons tirées dans notre groupe.

Participants au groupe Cefoc de Comines, Marie-Anne, Daniel et moi-même avons décidé de participer à ce week-end de formation. Nos expériences familiales et nos questionnements sur cette thématique motivaient chacun d'entre nous à faire le déplacement.

Un premier temps de travail en sous-groupes a permis d'échanger sur les expériences de chacun. J'ai relevé quelques détails de l'intervention de Marie-Thérèse Casman : le gouvernement joue un rôle primordial dans l'évolution de la famille. Elle a comparé la Belgique à d'autres pays européens en donnant des exemples. Retour dans les sous-groupes afin d'articuler tout ce qui a été présenté en assemblée et en groupe, et nous voilà déjà en fin de journée.

Le dimanche fut aussi passionnant avec Bernard De Vos et le témoignage de Laurence Verdeur, directrice d'un service d'Aide en Milieu Ouvert, qui nous a fait part de son travail sur le terrain en pointant du doigt les politiques qui lui mettent bien souvent des bâtons dans les roues. Les deux intervenants ont insisté sur le fait qu'il y a beaucoup de problèmes associés à la pauvreté. Bernard De Vos a donné en exemple une réaction d'une personne en difficulté : « *Le pire, ce n'est pas d'avoir rien mais d'être considéré comme rien* ». Il nous a également fait part des budgets de l'État. Ils se chiffrent en millions d'euros mais, malheureusement, ils ne sont pas utilisés comme il le faut. Bernard De Vos insiste sur le fait que, pour faire bouger les choses, les gens doivent manifester. Mais c'est plus facile à dire qu'à faire !

Enfin, pour terminer dans la bonne humeur, les enfants nous ont réservé une surprise : nous avons regardé une vidéo qu'ils avaient réalisée et qui présentait leur vision de « la famille de papa ». Eh oui, eux aussi ont bien travaillé !

Valérie Bacquart

Des soutiens logistiques

Outre le travail en groupe, certains participants ont mis leurs compétences au service de la démarche du week-end. Edgard s'est proposé pour la gestion de la librairie et Ninette a assuré avec d'autres la gestion et l'animation de la soirée. Quant à Frédéric, ses connaissances en informatique ont permis d'animer les interventions par des projections d'images. Les photos choisies pour ce dossier sont l'œuvre d'une autre participante, Joëlle.

Ainsi, chacun à sa manière, les participants ont mis leur « grain de sel » à ce week-end de formation !

L'influence des politiques familiales sur la vie des familles

À partir d'une étude portant sur les politiques familiales mises en œuvre dans les deux Allemagne avant leur réunification, Marie-Thérèse Casman, sociologue à l'Université de Liège et coordinatrice du « Panel démographie familiale », démontre à quel point les politiques familiales peuvent influencer le quotidien des familles.

Karinne NOIRET

Marie-Thérèse Casman

Au cours des deux derniers siècles, les politiques de protection de l'enfance, l'essor de la puériculture, l'amélioration de l'hygiène publique et privée, la hausse du niveau de vie, le suivi des grossesses ont contribué à la diminution de la mortalité infantile. Le taux de natalité a suivi la même évolution. Grâce à l'émancipation des femmes, devenir mère relève désormais plus d'un choix que d'un destin.

Après la seconde guerre mondiale, trois tendances fortes sont observées au sein des familles.

- Dans l'immédiat après-guerre : le familialisme, plus connu sous le nom de « baby-boom », est caractérisé par beaucoup de naissances. Dans la famille, les rôles sont clairs : madame règne sur le foyer tandis que monsieur travaille à l'extérieur et ramène de quoi vivre.
- Dans les années 60-70, c'est le mouvement féministe qui apparaît. De plus en plus de femmes ont accès à l'instruction. L'arrivée massive des femmes sur le marché du travail n'a pas été anticipée par l'État. Ce qui n'a pas permis d'optimaliser la conjugaison entre vie privée et vie professionnelle. Néanmoins, dans le carnet de mariage, il sera désormais stipulé que « les époux sont égaux », qu'« ils se doivent assistance mutuelle », alors que dans les années 20, le même carnet stipulait que « la femme doit obéissance à son mari ».
- À partir des années 90, c'est le parentalisme. L'augmentation du nombre de divorces et de séparations a fait évoluer le statut de l'enfant dans la famille. Car si les parents se séparent, que reste-t-il de la famille? L'enfant. Le couple parental doit donc survivre au couple conjugal. C'est désormais par rapport à l'enfant que se définit aujourd'hui la famille.

La famille et la parentalité

« Parentalité » : ce néologisme est utilisé pour traiter de la fonction ou du métier de parent. La notion inclut les responsabilités juridiques, morales et éducatives.

Aujourd'hui, il ne suffit plus d'être parent, il faut prouver que l'on est compétent ! Si on s'en soucie tant aujourd'hui c'est parce que l'émergence de nouveaux modèles familiaux a nourri des interrogations par rapport à l'éducation des enfants.

Face aux parents qui ne cessent de s'interroger, des développements importants en matière de psychologie de l'enfant ont été réalisés. Ce secteur s'est professionnalisé et les pratiques éducatives sont désormais très étudiées. Ces évolutions ont eu pour conséquence le relèvement des « standards de performance » éducative minimums. Mais le fossé se creuse entre ceux qui peuvent s'aligner sur ces standards et ceux dont l'histoire socioéconomique les en éloigne.

La famille et les politiques familiales

Les politiques familiales recouvrent les aides accordées par l'État aux familles : allocations familiales, services de garde d'enfants, quotient familial, soutien à la parentalité… Ces politiques sont le reflet de points de vue politiques et idéologiques, elles véhiculent des conceptions de ce que doit être une famille et des rôles que chacun doit y tenir. Doivent-elles inciter au retour des femmes au foyer ou, au contraire, aider les mères à harmoniser leur vie familiale avec leurs aspirations professionnelles ? S'agit-il de proposer des incitants afin que les pères s'investissent dans les tâches domestiques et l'éducation des enfants ? De manière plus générale, l'État peut-il se servir des politiques sociales pour modifier les comportements à l'intérieur de la sphère privée ? Il le fait, comme le démontre l'étude menée par Franz Schultheis, sociologue allemand.

Le cas des deux Allemagne

Franz Schultheis a mené une étude sur les deux Allemagne séparées pendant quarante ans après la seconde guerre mondiale. Avant cette séparation artificielle, le peuple allemand baignait dans une tradition culturelle homogène ayant d'ailleurs servi au fondement de l'unité nationale avant 1870. Entre 1949 et 1989, l'Allemagne est divisée en deux états. Deux modèles de société très contrastés vont être prônés, des orientations contraires en matière de politiques familiales vont être prises. Leurs conséquences sur l'évolution des familles seront spectaculaires.

À l'Ouest

C'est la famille conjugale qui a le quasi monopole de la légitimité. Les couples non mariés se voient exclus de l'accès aux nombreux droits fondamentaux. La politique fiscale était liée à la logique institutionnelle du mariage. Les naissances sont plus tardives et souvent uniques. Le taux de couples sans enfant est élevé, entre 25 et 40% selon les âges. À l'Est, ce taux est de 10%.

À l'Est

La protection des enfants et des mères est la formule-clé de la Constitution est-allemande. Les familles monoparentales se voient octroyer un soutien privilégié. Les couples non-mariés bénéficient d'une reconnaissance juridique presque parfaite. Les mêmes aides et services publics sont offerts à toutes les familles, parents mariés ou non. L'État met en place des institutions destinées à favoriser l'harmonisation entre vie familiale et professionnelle : institutions d'accueil adaptées aux besoins des couples à double activité, crèches gratuites ouvertes de 6h à 19h et accueillant 80% des enfants de moins de 3 ans, jardins d'enfants gratuits ouverts toute la journée et utilisés par 94% des enfants de 3 à 6 ans, colonies de vacances, congés payés supplémentaires en cas de maladie des enfants, réduction du temps de travail d'environ 10% pour les mères en charge de deux enfants et un jour de congé supplémentaire pour les travaux ménagers, congé maternel et parental d'un an assorti d'une garantie de l'emploi. 80% des frais d'entretien des enfants sont pris en charge par l'État. Le taux de familles monoparentales est de 19%.

Le sociologue émet l'hypothèse que de telles divergences entre ces deux pays trouvent partiellement leur origine dans le fait que les femmes peuvent ou non harmoniser vie familiale et vie professionnelle. Cet exemple démontre bien la diversité des politiques familiales qui peuvent être menées et les implications dans le quotidien des familles. Cela nous interroge sur les orientations qui seront prises par les politiques familiales en Belgique dans les prochaines années alors que des chantiers tels que les allocations familiales, la prise en compte des congés de paternité et de maternité dans le calcul des pensions, le statut des gardiennes encadrées, l'offre d'accueil pour la petite enfance… sont sur la table. Tous ces chantiers doivent être menés en visant la construction d'une société où toutes les familles, aussi diverses soient-elles, auront leur place.

Pour le sociologue Durkheim, *« La famille aujourd'hui n'est ni plus ni moins parfaite que celle de jadis : elle est autre, parce que les milieux où elle vit sont plus complexes, voilà tout. »*

Le regard des acteurs de terrain

Afin d'enrichir la réflexion initiée par les participants et approfondie grâce à l'apport sociologique de Marie-Thérèse Casman, le dimanche matin était consacré à une rencontre avec des acteurs de terrain. Laurence Verdeur, directrice d'un service d'Aide en Milieu Ouvert, l'AMO Le Cercle à Ciney, et Bernard De Vos, délégué général aux droits de l'enfant, ont apporté un éclairage complémentaire.

Annick PAGE

À l'AMO de Ciney, le mot d'ordre premier est d'aller à la rencontre des familles en difficulté. Ces familles sont très souvent confrontées aux regards stigmatisants de la société. Ce jugement implicite freine les parents dans leur besoin de demander de l'aide afin d'affronter les difficultés qu'ils vivent au quotidien. Il est donc primordial d'instaurer une relation de confiance entre l'institution et ces familles bénéficiaires de l'accompagnement. Car il s'agit non pas de contrôler, administrer ou piloter, mais plutôt d'accompagner des personnes qui subissent souvent de nombreuses exclusions : exclusion financière car les activités de loisirs ou sportives sont souvent coûteuses ; exclusion sociale car les personnes ne correspondent pas vraiment aux normes que la société impose (habillement, vocabulaire, comportement…) ; exclusion culturelle : ils n'osent pas fréquenter les bibliothèques, les spectacles…; exclusion scolaire par manque d'écoles de devoirs, difficulté de comprendre le journal de classe, problèmes de comportement…

Gérer la question budgétaire

L'accompagnement des familles demande des moyens. Or actuellement, les AMO sont régulièrement confrontées aux questions budgétaires. Les politiques liées à l'enfance ainsi qu'à l'aide à la jeunesse constituent les parents pauvres dans le budget de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : le seul redoublement scolaire coûte annuellement 500 millions d'euros. C'est, à peu de choses près, le total des budgets alloués à la politique jeunesse (environ 100 millions), à la politique de l'enfance (environ 270 millions) et à l'aide à la jeunesse (250 millions). Et ces budgets sont loin d'être augmentés… Bien au contraire. Faute de subventions suffisantes, l'AMO de Ciney a dû se séparer d'un travailleur social, alors que les besoins sont grandissants, conséquence de la crise économique.

Familles et droits de l'enfant

Bernard De Vos est délégué général aux droits de l'enfant depuis quelques années maintenant. Ancien éducateur, il garde la volonté d'œuvrer sur le terrain tout en veillant, dans son mandat, à interpeller le monde politique sur les questions liées à l'enfance.

La pauvreté est un des éléments prépondérants dans la question des enfants : « *Aucun article de la Convention des droits de l'enfant ne résiste à la pauvreté* » assène Bernard De Vos. Et il ajoute : « *Les droits respectés permettent de respecter les devoirs qu'on a* ».

Les AMO

L'AMO, Aide en Milieu Ouvert, est un service qui apporte une aide aux jeunes dans leur milieu habituel de vie (famille, école...). L'objectif prioritaire d'une AMO est d'aider les jeunes à s'épanouir dans leur milieu de vie et dans leurs rapports avec l'environnement social (notamment à l'école, dans la famille, les quartiers…):

- en leur apportant une aide individuelle ;
- en soutenant leurs projets ;
- en les aidant à résoudre leurs difficultés (familiales, scolaires, administratives, juridiques...).

L'aide accordée par une AMO est gratuite, confidentielle et anonyme. Il existe plus de 80 AMO à Bruxelles et en Wallonie.

Qui peut y faire appel ?

Tout jeune de moins de 18 ans qui a besoin d'aide, de conseils ou d'écoute ou qui éprouve des difficultés. Toute personne, parent ou familier qui rencontre des difficultés dans l'éducation ou la relation avec un enfant. Tout enfant ou jeune qui est en situation de danger ou de difficulté.

Extrait de www.aidealajeunesse.cfwb.be

Laurence Verdeur

Bernard De Vos

Beaucoup trop de jeunes sont actuellement exclus de l'emploi. Ils ont ainsi beaucoup de difficultés à trouver une place dans la société, à se construire et porter un regard positif sur eux-mêmes. Bernard De Vos parle de « *jeunes inutiles* » à qui on refuse une utilité sociale. Il est assez critique sur les politiques « *d'occupation des ados* » dans les quartiers. Occuper les jeunes ne suffit pas pour les accompagner dans l'élaboration de leur projet de vie.

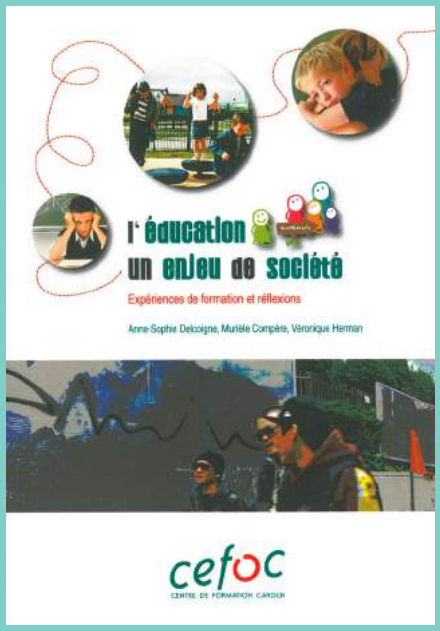
Une avancée intéressante et des manques de structures

Suite à la question d'un sous-groupe, Bernard De Vos souligne une avancée significative dans le travail de protection des enfants : le tribunal de la famille, déjà demandé par son prédécesseur, Claude Lelièvre. Auparavant, plusieurs instances du civil et du pénal devaient se coordonner pour gérer les dossiers de jeunes en difficulté. Aujourd'hui, un seul dossier est supervisé par un juge, qui dispose ainsi d'une vision globale de la situation, ce qui permet d'éviter un morcellement des actions et des décisions.

Par contre, la campagne médiatique de recherche de familles d'accueil traduit la difficulté grandissante des institutions de trouver des foyers d'accueil adéquats. Le plus souvent, les jeunes sont placés dans les familles proches qui, elles-mêmes, connaissent parfois les mêmes difficultés que celles du jeune. Laurence Verdeur avance le cas d'une jeune fille mineure d'âge placée sous la tutelle de son compagnon à peine plus âgé. Des situations qui ne favorisent pas nécessairement l'épanouissement des jeunes placés.

Changement individuel et collectif

Les deux intervenants plaident pour que tous les acteurs (personnes, associations, institutions) portent un regard bienveillant, positif, non jugeant sur ces familles précarisées, fragilisées. De plus, il est essentiel de travailler également sur un changement politique à long terme, donc sur l'importance, en tant que citoyens et collectifs, de peser de tout notre poids pour former une « masse critique » qui permette le changement.



L'éducation, un enjeu de société

En mars 2009, une journée de réflexion a rassemblé des parents, des professionnels de l'éducation, des membres de groupes Cefoc, avec la participation de Bernard De Vos. Ateliers et témoignages, apports et échanges ont permis de dégager des pistes dont ce petit livre se fait l'écho. C'est un outil pour des formateurs, des parents, des éducateurs et pour tous ceux qui veulent réfléchir aux enjeux de l'éducation.

Prix public : 6,50 € - Prix membres Cefoc : 5 €
Sur commande au Cefoc

Le projet Solidarcité

Le projet Solidarcité est une organisation de jeunesse active à Bruxelles et à Liège qui propose une année citoyenne rassemblant des jeunes de 16 à 25 ans venant de tous les horizons. Regroupés en équipe de huit et encadrés par un responsable, ils s'engagent dans un projet dynamique reposant sur trois axes:

- un engagement citoyen sous forme de services à la collectivité et d'activités de rencontres (activités de volontariat) ;
- un temps de formation et de sensibilisation (préparation aux actions et réflexion citoyenne) ;
- une étape de maturation personnelle (détermination d'un projet d'avenir).

Extrait de www.solidarcité.be

Un week-end « enfants bienvenus »

Proposer un week-end « enfants bienvenus » faisait partie des préoccupations de l'équipe organisatrice. Proposer aux parents de venir avec leurs enfants pouvait faciliter leur participation à la formation. Par ailleurs, les enfants ont un regard très « frais » et spontané : il était intéressant de leur donner la parole autour d'un thème qui les concerne également. C'est une expérience enrichissante : pour les plus jeunes qui osent interpeller, et pour les plus âgés qui entendent une parole « rafraîchissante ».

Karinne NOIRET

En tout, ce sont sept enfants, âgés de trois à quatorze ans, qui ont participé à la réflexion à l'aide de leurs deux animateurs de choc : Doris et Jonathan, de l'asbl « Jeunesse & Santé »[1] qui collabore avec le Cefoc pour assurer l'animation lorsque des week-ends de formation sont proposés aux enfants.

Samedi matin, les enfants ont été invités à parler de leur famille et ont réalisé leur arbre généalogique. Ils se sont ainsi rendu compte qu'en dehors de la leur, d'autres « styles » de famille existent et que, finalement, aucune famille ne ressemble vraiment à une autre. Les différences les plus marquantes qu'ils relèvent entre les familles : il y en a où il y a beaucoup d'argent et d'autres où il y en a nettement moins. Dans d'autres familles, les enfants ont deux maisons.

Samedi après-midi, des activités de détente ont été réalisées. Puis, prévenus de l'arrivée le lendemain de Bernard De Vos, « leur » délégué, les enfants ont été invités à préparer cette rencontre.

Dimanche, sur sa page Facebook, Bernard De Vos publie : « *En route pour le week-end de formation du Cefoc à La Marlagne, "Où s'en va la famille de papa ?". Avant mon exposé, la matinée commencera par un dialogue sur le sujet avec les enfants. Belle idée des organisateurs: nous ne sommes pas assez attentifs à leur regard original sur le monde. Leur parole franche, sans censure, peut souvent nous indiquer des voies que notre conformisme et nos habitudes nous empêchent de voir. Beau dimanche!* »

Après avoir expliqué en quoi consiste le métier de délégué général aux droits de l'enfant (veiller à la sauvegarde des droits et des intérêts des enfants au travers d'actions et d'interpellations), Bernard De Vos a répondu aux questions des enfants. Ils l'ont écouté avec beaucoup d'intérêt. Ils ont d'ailleurs redit, avec leurs propres mots, les réponses de Bernard De Vos dans de petites capsules qu'ils se sont amusés à filmer. Ces séquences ont été intégrées dans une vidéo réalisée par leur soin. Le week-end s'est terminé avec la projection de ce film. Les enfants y ont exprimé leur créativité : ils ont donné vie à des personnages en plasticine grâce à la technique du *slow motion*[2].

Ce n'est pas la première fois que le Cefoc propose aux plus jeunes de participer. Il ne fait aucun doute que d'autres week-ends « enfants bienvenus » seront proposés à l'avenir. Parents qui nous lisez, n'hésitez alors pas à venir avec vos enfants !

Et merci à Marthe, Clémence B., Clémence L., Amaelle, Blandine, Antoinette et Florian pour leur participation !.

1 L'asbl « Jeunesse & Santé » est une organisation de jeunesse reconnue par la Fédération Wallonie-Bruxelles et active dans l'animation et la formation.

2 Cette vidéo est disponible sur demande auprès du secrétariat du Cefoc.

Les questions que les enfants ont posées à Bernard De Vos, et leur propre reformulation de ses réponses :

Dans le cas d'un divorce, l'enfant peut-il choisir chez qui il va habiter ?

Avant 12 ans, on ne peut pas donner son avis. Après 12 ans, on peut donner son avis mais c'est le juge qui décide.

Quels droits le parent n'a pas sur l'enfant ?

Il a surtout des devoirs comme l'emmener à l'école, lui faire à manger, bien le traiter. Il a aussi des interdictions comme maltraiter…

Est-ce que la fessée est un droit que le parent a sur l'enfant ?

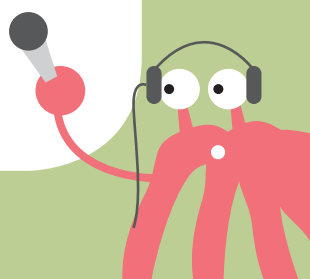
Oui, mais on aimerait bien que non !

Quels droits l'enfant a-t-il à travers les disputes des parents ?

L'enfant a surtout le droit de s'exprimer.

Est-ce qu'en grandissant l'enfant gagne des droits ?

Il peut de plus en plus s'exprimer.



Le Week-end général : un agréable moment de construction collective

Pour les travailleurs, les volontaires et les participants à des groupes du Cefoc, le « Week- end général » (WEG) est l'occasion d'évaluer le travail accompli et de réfléchir à l'avenir de l'institution. Véronique Herman (directrice) et Jean-Marie Georgery (membre de l'Équipe centrale) évoquent ce moment important de démocratie qui s'est tenu en mars dernier.

Jean-Marie GEORGERY et Véronique HERMAN

Un climat de joie à se retrouver ensemble a marqué ces deux journées annuelles de travail du Cefoc à Ciney. Le WEG est en effet une occasion pour mieux se connaître, entre participants de groupes de différentes régions, membres de l'Équipe centrale[1], formateurs permanents et volontaires, « anciens »… Une vraie motivation a animé tous les participants. Ils ont découvert tout ce qui se vit au Cefoc et envisagé son avenir. C'est cette année qu'est adopté le nouveau « plan à cinq ans », qui donne les orientations pour l'ensemble du projet. Ce plan, document de référence, est le fruit d'un long travail de co-construction dans lequel de nombreux acteurs se sont impliqués. Ainsi, le WEG a permis de renforcer la vision collective du Cefoc. Le « rapport d'activité », quant à lui, permet de prendre conscience du travail accompli : impressionnant et très varié ! L'Équipe centrale nouvelle s'est impliquée très sérieusement. Chacun a apporté sa contribution à la réflexion, spécialement à travers un travail en sous-groupes qui a permis de s'exprimer, réagir, s'étonner, s'émerveiller, questionner, à partir de son propre point de vue.

Les accents qui ont marqué ce Week-end général

Du rapport d'activité de l'année 2015, il ressort une préoccupation majeure quant au public que le Cefoc souhaite atteindre : rejoint-on vraiment un public « vulnérable » ? Les jeunes sont-ils suffisamment présents dans les groupes ? Et les hommes ? Autant de questions qui demanderont une enquête approfondie et peut-être des réajustements dans les années à venir. Concernant les journées régionales et les week-ends de formation, la nécessité de repenser la manière dont la publicité est diffusée a été exprimée. Quels sont les canaux porteurs pour rejoindre le public visé ? Ne pourrait-on pas passer par des associations qui sont en relation avec ce public ? Que penser de l'utilisation des réseaux sociaux ?

Le WEG s'est interrogé sur ce qui fait le cœur du projet du Cefoc : une fidélité aux intuitions de départ, surtout en termes de public, est affirmée. L'importance d'être attentif aux lieux de fractures d'aujourd'hui, là où quelque chose de neuf émerge exige d'être connecté à la société telle qu'elle est, à ses enjeux, à ses questions, à sa diversité. Les événements récents montrent qu'il est primordial d'être présent là où apparaissent des initiatives et des comportements nouveaux, en réseau avec d'autres qui cherchent à construire aussi un monde juste, solidaire et démocratique. L'option de « pluralisme situé » exprime un souci d'ouverture, de présence à la société multiculturelle d'aujourd'hui et à la pluralité des convictions qui l'habitent, sans renier l'histoire et le patrimoine dont le Cefoc a hérité.

Et l'avenir ?

1. Le WEG a dégagé des priorités pour les cinq prochaines années.
2. Être vigilant par rapport à la priorité de toucher des publics vulnérables.
3. Poursuivre le travail, la réflexion sur les convictions religieuses et philosophiques avec un regard critique et en croisant les types de regards.
4. Faire des propositions de formation novatrices en lien avec la société d'aujourd'hui.
5. Développer des partenariats avec d'autres associations, notamment d'Éducation permanente.
6. Être présent, avec d'autres, sur les questions de justice sociale ; que le Cefoc soit « acteur » dans la société.
7. Rester soucieux d'une communication vraie et efficace. Elle sera à évaluer régulièrement.
8. Se soucier du renouvellement des groupes de formation.

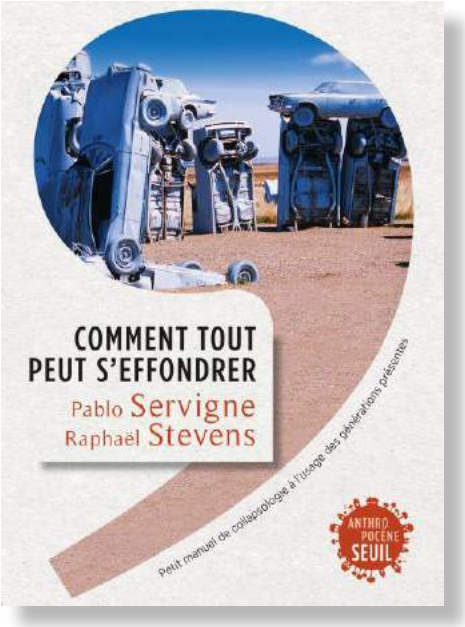
Ce WEG fut très constructif. Des balises et des points de repères collectifs sont prêts pour le travail de tous dans les cinq années qui viennent !

1 Elle est constituée de formateurs volontaires et de membres de groupes qui ont été élus.

Catastrophisme et espérance

Dans l'actualité, les questions d'écologie, de réchauffement climatique, de pollution ont tendance soit à se faire oppressantes et à nous renvoyer à un certain sentiment d'impuissance ; soit à être tournées en dérision, taxant ses porteurs de catastrophistes. Le « Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes » tente d'étayer les risques d'effondrement tout en pensant les émotions à gérer pour pouvoir en parler ; pour traverser ce qui vient et ce qui viendra.

Bénédicte QUINET



Pablo Servigne et Raphaël Stevens, les deux auteurs de l'essai intitulé « *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes* » relèvent le défi de proposer un cadre théorique transdisciplinaire pour étayer et penser l'effondrement de nos sociétés industrielles et consuméristes fondées sur les énergies fossiles. Ainsi, ils baptisent cette nouvelle science « collapsologie » (du latin *collapsus* : « *qui est tombé en un seul bloc* »). Elle vise à apprivoiser les nouveaux avenirs aussi imprévisibles soient-ils et à les rendre vivables :

> « *Le but n'est pas de nourrir le simple plaisir scientifique d'accumulation des connaissances mais plutôt de nous éclairer sur ce qui nous arrive et qui pourrait nous arriver, c'est-à-dire de donner un sens aux événements. C'est aussi et surtout une manière de traiter le sujet avec le plus de sérieux possible pour pouvoir discuter sereinement des politiques à mettre en place dans une telle perspective.* » (p.20)

Pour étayer les affirmations quant à la fin des ressources pétrolières, aux changements climatiques, entre autres exemples, les deux auteurs ont mené une enquête sérieuse et documentée. Ils ont exploré quantité d'articles et de livres ; de recherches, de chiffres de différentes disciplines pour en arriver à la conviction que « *oui, toute notre civilisation industrielle peut, en effet, s'effondrer* ».

Pour présenter au grand public ce premier état de leurs recherches (car il s'agit bien d'un essai à l'usage des générations présentes et non de grands spécialistes), ils explicitent des concepts, utilisent des métaphores, brossent un tableau systémique de notre monde complexe, relient les crises entre elles. Cependant, s'ils croyaient travailler avec la tête, ils se sont pris des chocs dans le ventre ! Dès lors, que les lecteurs vivent également cet effet collatéral est presque inévitable. Ils le savent et se demandent donc : « *Comment en parler ?* » Ainsi, par exemple, ils ont recours à la psychologie, ils tiennent compte des phases du deuil (définies par Kübler-Ross : déni, colère, peur, tristesse, acceptation) en lien avec leur sujet, pour enfin envisager : « *Maintenant qu'on y croit, on fait quoi ?* »

Leur travail ne s'arrête donc pas à l'analyse de chiffres et de données scientifiques sérieuses, s'étalant sur quarante ans. Non seulement ils travaillent à les faire comprendre au grand public mais ils se préoccupent aussi des émotions, inévitables, et explorent des pistes pour « rebondir » (pp.217-218) :

> « *Les initiatives de transition ont remarquablement bien compris que la bataille (et l'effort à faire) se situe sur le terrain de l'imaginaire et du storytelling (l'art de raconter des histoires).*
>
> *Les récits font naître des identités collectives, formant ainsi des communautés de destins.*
>
> *Et si, tout en regardant les catastrophes les yeux dans les yeux, nous arrivions à nous raconter de belles histoires ?*
>
> *Il y aura beaucoup de travail pour les artistes dans les années qui viennent.* »

Et si c'était ce genre de belles histoires que raconte le documentaire « *Demain, un nouveau monde en marche* », véritable phénomène de société qui explose les records d'audience ?

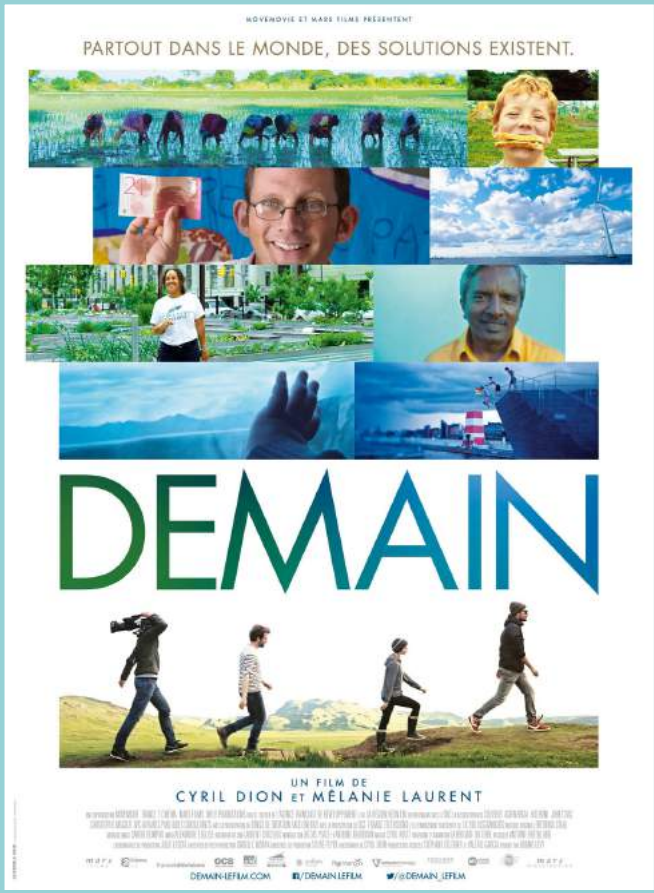
Plus d'info sur le net

Sur leur page Facebook, les deux auteurs renvoient à « *l'interview la plus claire que nous ayons faites sur l'effondrement de notre civilisation... (c'est comme le vin, on s'affine avec le temps)* » : http://www.revue-acropolis.fr/testimonial/pablo-servigne-et-raphael-stevens/

Une vidéo de leur conférence (57 minutes) : https://vimeo.com/126643667

Le film Demain, réalisé par Mélanie Laurent et Cyril Dion, a dépassé le million d'entrées au cinéma, ce qui est rarissime pour un documentaire. Après l'avoir vu, les participants du « Groupe à Dossiers »[1] de Binche se sont penchés sur la question : comment créer du neuf pour un changement social ?

Vanessa DELLA PIANA



Partant d'une étude alarmante parue dans la revue scientifique *Nature* disant que la planète risque d'être épuisée d'ici à 2100, les réalisateurs ont décidé d'aller à la rencontre de collectifs qui s'organisent autour d'initiatives locales, aux quatre coins de la planète, dans l'espoir d'initier un changement de société.

Financé en partie par des internautes, « *ce film est, en lui-même, une alternative* », lancent des participants du groupe de Binche, qui terminent une formation de plus de quatre années. Et quoi de mieux, pour boucler pareille formation, que de s'ouvrir vers l'avenir ? C'est ce qu'a fait le groupe, en s'interrogeant sur l'engagement de manière générale, puis plus particulièrement sur les alternatives au capitalisme.

En fonction de sa propre sensibilité, de son parcours, de ses engagements, chacun-e a été marqué par des initiatives différentes. Certains ont été frappés par l'expérience de Copenhague : avec la volonté politique, les habitants s'apprêtent à se passer des énergies fossiles en faveur des énergies renouvelables (solaire, éolien, géothermique) d'ici à dix ans. D'autres ont retenu l'exemple de Bâle, où une monnaie alternative permet de maintenir une activité économique locale, en luttant contre l'accaparement des richesses et la spéculation.

D'autres encore reprendraient volontiers l'idée de Todmorden, ville britannique où des espaces communaux servent à planter des fruits et légumes consommables gratuitement (le mouvement des « Incroyables comestibles »). Plusieurs ont apprécié le système éducatif finlandais, où les enfants développent un tout autre rapport au savoir et à l'autorité, où la compétition (entre enfants, mais aussi entre établissements scolaires) est mise de côté au profit de la coopération.

Ré-inventer la démocratie : voilà aussi un défi pour notre temps. Des participants sont interpellés par l'expérience du peuple islandais, qui s'est engagé dans la refonte de sa Constitution. Ils partagent l'idée que la démocratie est trop réduite aux seules élections. De nouvelles formes seraient à inventer, comme le tirage au sort de citoyens. Des expériences démontrent que les personnes tirées au sort prennent à cœur leur devoir et sont capables d'aller au-delà de leur propre intérêt, avec une liberté plus grande qu'un élu politique (soumis à des pressions du parti, à des lobbies, à des logiques électoralistes, etc).

Bref, le film rend visibles des milliers de bonnes volontés et des expériences innovantes qui, même imparfaites, existent bel et bien, démontrant qu'il est possible de penser et d'agir autrement. Plus qu'un catalogue de bonnes idées juxtaposées, le documentaire expose les liens entre agriculture, énergie, éducation, modes de vie, choix politiques... Il montre l'interdépendance entre les sphères économique, idéologique, juridique. Et la nécessité d'agir de façon plurielle, à ces différents niveaux, pour construire peu à peu une « autre société ».

Et les participants de conclure : il faudrait revoir le film plusieurs fois car il est dense, il regorge d'analyses et d'idées intéressantes. Qu'à cela ne tienne : le film, qui sortira bientôt en DVD, est encore à l'affiche de certains cinémas, et le livre est disponible !

1 Voir la 4e de couverture de ce numéro pour plus d'explications sur les « Groupes à dossiers » au Cefoc.

NOUVEAUX GROUPES DE FORMATION !

Plusieurs « Groupes à dossiers » sont en cours de lancement. Si vous êtes intéressés, merci de prendre contact avec la formatrice de la région.

Bruxelles (Dossier 3, groupe multiconvictionnel, en partenariat avec Sagesse au quotidien) : Véronique Herman
(0498/12 21 43 - veronique.herman@cefoc.be)

Gilly : Annick Page
(0473/29 23 19 - annick.page@cefoc.be)

La Louvière : Vanessa Della Piana
(0498/71 86 21 - vanessa.dellapiana@cefoc.be)

Tournai : Dominique Desclin
(068/55 31 69 - dominique.desclin @cefoc.be)

TRAVERSER LES QUESTIONS DU SENS DE LA VIE GRÂCE À UNE DÉMARCHE EN 3 DIMENSIONS

Dossier 1 « Vouloir vivre » : s'interroger sur ce qui fait vivre, ce qui donne du ressort à l'être humain pour rester ou se (re)mettre debout. Un travail qui développe la compréhension de soi et des autres, la confiance en soi, le respect envers soi et les autres.

Dossier 2 « Vivre ensemble » : s'interroger sur les relations humaines et sur la société. Comment vivre collectivement dans un groupe, dans une société ? Cette deuxième étape vise à rechercher des modes d'action plus justes, solidaires et démocratiques pour améliorer le vivre-ensemble.

Dossier 3 « Vivre et agir dans une société en débat »: s'interroger sur les courants d'idées et sur les convictions (philosophiques, religieuses, politiques…) qui sont en présence dans le monde d'aujourd'hui. Chrétien, athée, musulman, bouddhiste, laïc, socialiste, libéral, etc... Qu'est-ce que cela signifie exactement ? En quoi ces courants donnent-ils du sens à l'existence ? Cette étape propose aussi de croiser la recherche de sens et l'action : comment articuler ses convictions et ses engagements ?

Centre de formation Cardijn (Cefoc) - rue Saint-Nicolas, 84 - 5000 Namur

☎ +32 81 23 15 22 ✉ info@cefoc.be @ www.cefoc.be